



CENTRE D'INFORMATION, DE FORMATION, ET D'ETUDES SUR LE BUDGET

# DECLINAISON DU BUDGET CITOYEN AU NIVEAU REGIONAL

[REGIONS CONCERNEES : HAUTS BASSINS, BOUCLE  
DU MOUHOUN, CENTRE-OUEST, NORD ET EST]

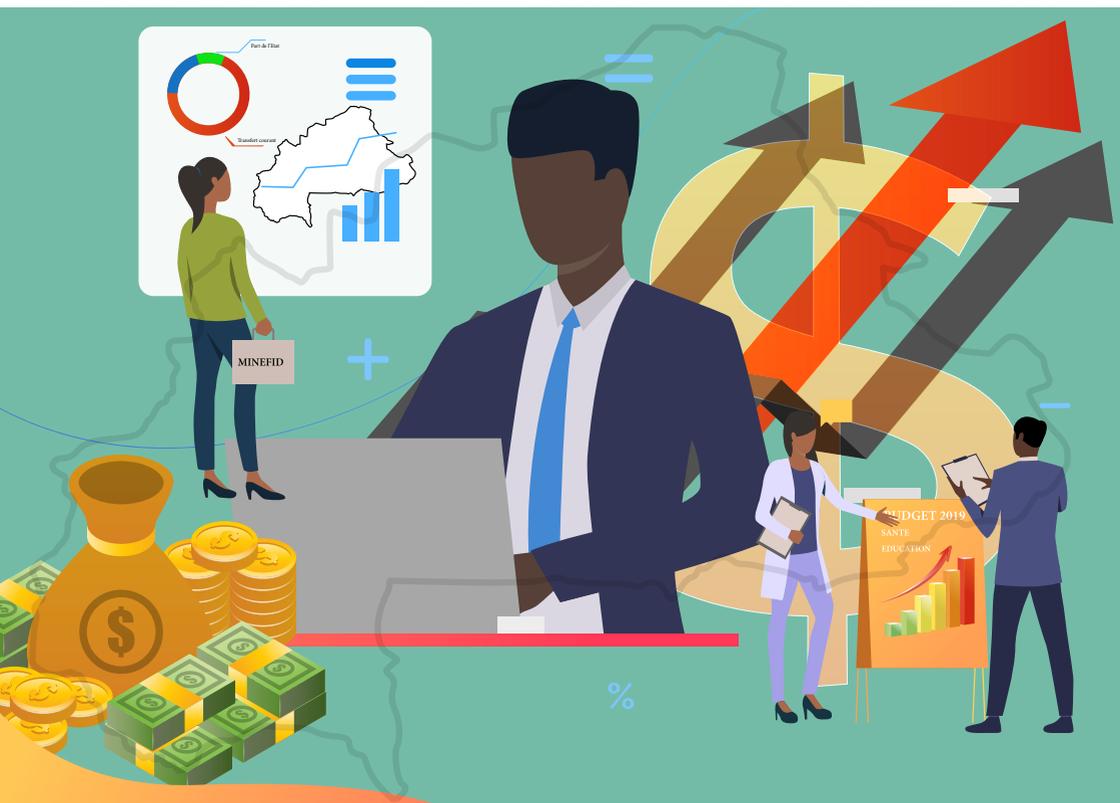


**WORLD BANK GROUP**  
Governance

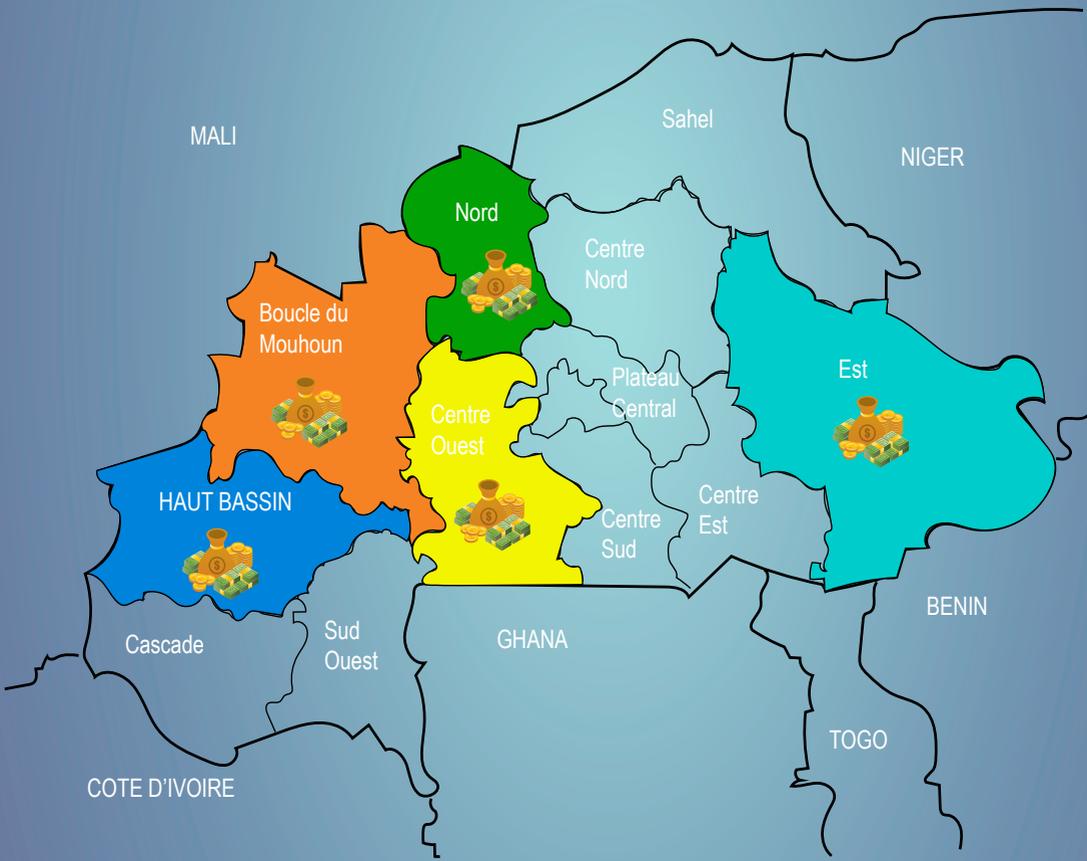


Projet de  
Gouvernance Économique  
et de Participation Citoyenne

# DECLINAISON DU BUDGET CITOYEN AU NIVEAU REGIONAL



REGIONS CONCERNEES : HAUTS BASSINS, BOUCLE DU MOUHOUN, CENTRE-OUEST, NORD ET EST



## TABLE DES MATIERES

Avant-propos.....	8
Introduction.....	9
I- PRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DU PROCESSUS BUDGÉTAIRE DE L'ETAT ET LES ACTEURS IMPLIQUÉS.....	11
I.1- Processus budgétaire : phases et étapes.....	11
I.2- Principaux acteurs intervenant dans le processus d'exécution budgétaire et leurs rôles	12
I.3- Possibilités d'implication et rôles des acteurs de la société civile dans le processus budgétaire.....	13
II- DÉFINITION DES CONCEPTS CLÉS ET AGRÉGATS BUDGÉTAIRES.....	13
II.1- Lois de finances.....	13
II.2- Cadrage économique et budgétaire.....	14
II.3- BUDGET.....	14
II.4- Recettes / Dépenses.....	16
II.5- Dons et appuis budgétaires.....	16
III- PRÉSENTATION DES DONNEES BUDGETAIRES DES CINQ REGIONS.....	17
III.1- Région des Hauts Bassins.....	19
III.1.1- Prévisions et exécutions des dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région.....	19
III.1.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles.....	19
III.2- Région de la Boucle du Mouhoun.....	23
III.2.1- Prévisions et exécutions des dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région.....	23
III.2.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles.....	24
III.3- Région du Centre-Ouest.....	27
III.3.1- Prévisions et exécutions des dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région.....	27
III.3.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles.....	28
III.4- Région du Nord.....	31
III.4.1- Prévisions et exécutions de dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région.....	31
III.4.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles.....	31
III.5- Région de l'Est.....	35
III.5.1- Prévisions et exécutions de dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région.....	35
III.5.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles.....	35
Conclusion.....	38

## LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

**AN** : Assemblée nationale

**APB** : Avant-projet du budget

**AVD** : Analyse de la viabilité de la dette

**CB** : Circulaire budgétaire

**CBMT** : Cadre budgétaire à moyen terme

**CCAP** : Contrôle citoyens de l'action publique

**CDMT** : Cadre de dépenses à moyen terme

**CEG** : Collège d'enseignement général

**CF** : Contrôleur financier

**CID** : Circuit intégré de la dépense

**CIFOEB** : Centre d'information, de formation et d'études sur le budget

**CM** : Conseil des ministres

**CNDP** : Comité national de la dette publique

**CNT** : Conseil national de la transition

**COMFIB** : Commission des finances et du budget de l'Assemblée Nationale

**DAF** : Direction de l'administration et des finances

**DGB** : Direction générale du budget

**DGCMEF** : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

**DGESS** : Direction générale des études et des statistiques sectorielles

**DGTCP** : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

**DHR** : Direction des ressources humaines

**DPBEP** : Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle

**DPPD** : Document de programmation pluriannuelle des dépenses

**FMI** : Fonds monétaire international

**GAR** : Gestion axée sur les résultats

**LOLF** : Loi organique relative aux lois de finances

**MEG** : Médicaments essentiels génériques

**MINEFID** : Ministère de l'économie, des finances et du développement

**OSC** : Organisation de la société civile

**PCD** : Plan communal de développement

**PIB** : Produit intérieur brut

**PJ** : Pièce jointe

**PNDES** : Plan national de développement économique et social

**PRD** : Plan régional de développement

**SDMT** : Stratégie de gestion de la dette à moyen terme

**UEMOA** : Union économique et monétaire ouest africaine

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1- Calendrier d'élaboration du budget de l'État	11
Tableau 2 Étapes, intervenants et actions d'exécution de la dépense ou de la recette (procédure normale)	12
Tableau 3 : prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région des Hauts-bas- sins	19
Tableau 4 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et en 2019 de la région des Hauts-Bassins	20
Tableau 5: Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et en 2019 de la région des Hauts-Bassins	21
Tableau 6 : Liste des projets d'infrastructures en perspectives dans la région des Hauts-Bassins en 2019	21
Tableau 7 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures en 2019	21
Tableau 8 : prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région de la Boucle du Mouhoun	23
Tableau 9 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019 de la région de la Boucle du Mouhoun	24
Tableau 10 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et en 2019 de la région de la Boucle du Mouhoun	25
Tableau 11 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région de la Boucle du Mouhoun en 2019	25
Tableau 12 : inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures en 2019 dans la région de la Boucle du Mouhoun	25
Tableau 13 : Prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région du Centre- Ouest	27
Tableau 14 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019 dans la région du Centre-Ouest	28
Tableau 15 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et 2019 dans la région du Centre- Ouest	29
Tableau 16 : Liste des projets d'infrastructures en 2019 dans la région du Centre-Ouest	29
Tableau 17 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures dans la région du Centre-Ouest en 2019	29
Tableau 18 : Prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région du Nord	31
Tableau 19 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et en 2019 dans la région du Nord	32
Tableau 20 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et en 2019 dans la région du Nord	33
Tableau 21 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région du Nord en 2019	33
Tableau 22 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures dans la région du Nord en 2019	33
Tableau 23 : Prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région de l'Est	35
Tableau 24 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et en 2019 dans la région de l'Est	36
Tableau 25 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et en 2019 dans la région de l'Est	37
Tableau 26 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région de l'Est en 2019	37

Tableau 26 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région de l'Est en 2019	37
Tableau 27 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures dans la région de l'Est en 2019	37

### LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique: 1-Part par nature de dépenses dans le total ressources de l'État pour la régions des Hauts-Bassins en 2018 et 2019	19
Graphique: 2- Part des coûts prévisionnels des réalisations éducatives dans la région des Hauts Bassins par rapport au total national en 2018 et 2019	20
Graphique: 3- Poids des coûts des réalisations sanitaires en 2018 et 2019 par rapport aux prévisions nationales	20
Graphique: 4- Parts budgétaires par nature de dépenses de la région de la Boucle du Mouhoun en 2019	23
Graphique: 5- Parts prévisionnelles des réalisations éducatives de la région de la Boucle du Mouhoun dans le total national en 2018 et en 2019	24
Graphique: 6-Coût des réalisations sanitaires par rapport au total national en 2018 et en 2019	25
Graphique: 7- Parts par nature de dépenses dans le budget total de la région du Centre-Ouest en 2019	27
Graphique: 8- Part des coûts prévisionnels des réalisations éducatives en 2018 et 2019 par rapport au total national	28
Graphique: 9-Coût des réalisations par rapport sanitaires par rapport au total national en 2018 et 2019	29
Graphique: 10-Part par nature de dépenses par rapport au total budget de la région du Nord en 2019	31
Graphique: 11-Coût des réalisations éducatives par rapport au total national en 2018 et en 2019	32
Graphique: 12-Coût des réalisations sanitaires par rapport au total national	33
Graphique: 13- Part par nature de dépenses par rapport au total ressources budgétaires de la région de l'Est en 2019	35
Graphique: 14-Coût des réalisations éducatives par rapport au total national en 2018 et en 2019	36
Graphique: 15-Coût des réalisations sanitaires par rapport au total national en 2018 et en 2019	37

### LISTE DES FIGURES

Figure 1- Fondements juridiques de l'élaboration du budget citoyen	10
Figure 2 - Cadre légal d'accès et possibilités d'implication des citoyens dans le processus budgétaire	13

# Avant-propos

Instrument de mise en œuvre des politiques publiques, le budget doit être accessible et compréhensible par l'ensemble des citoyens. Son élaboration et son exécution doivent respecter les principes de l'Etat de droit à savoir la légalité, la transparence, le contrôle démocratique et la responsabilité.

C'est dans ce sens que des lois de portée internationale et régionale autorisent le contrôle du citoyen des politiques publiques et obligent les dirigeants à rendre des comptes de leurs gestions.

Au niveau national, ces principes sont consacrés par la loi N° 008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso qui stipule en son article 2 que « ... les citoyens, à la fois contribuables et usagers des services publics, sont clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics... ».

Cependant, il n'est pas évident que le citoyen mesure le sens et la portée de cette obligation. En effet, les citoyens, pour qui le budget est mis en œuvre à travers le financement de services publics, ne disposent pas d'informations suffisantes concernant ce budget, soit parce qu'ils sont très peu impliqués dans le processus ou parce qu'ils n'arrivent pas à comprendre les informations budgétaires.

L'initiative du budget citoyen vise donc à pallier ce déficit d'informations. Ce qui passe par la simplification des documents budgétaires à travers la vulgarisation des termes techniques et la clarification des priorités et des choix budgétaires du Gouvernement.

Aussi, une meilleure compréhension du budget par la population favorisera son adhésion à l'effort

fiscal et lui permettra d'assurer efficacement son rôle de veille citoyenne eu égard au fait qu'il sera à mesure de suivre la mise en œuvre et d'évaluer plus facilement les politiques publiques en formulant des observations sur les forces et les faiblesses du budget de l'Etat et des collectivités.

Cette édition de budget citoyen présente les inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation, de la santé et des infrastructures dans cinq régions du Burkina Faso à savoir les Hauts-Bassins, la Boucle du Mouhoun, le Centre-Ouest, l'Est et le Nord.

En rappel, ce document fera l'objet de communication et de diffusion à l'endroit des populations, des Organisations de la société civile (OSC), dans les cinq régions concernées via des canaux usuels et adaptés.

Aussi, les investissements réalisés en 2018 et à réaliser en 2019 contenus dans le document feront l'objet de vérification de la part des comités de contrôle citoyen du budget dans leur mission de suivi budgétaire dans les cinq régions concernées.

Tout en adressant nos félicitations à l'équipe de rédaction, c'est pour nous l'occasion de remercier encore tous les partenaires du Centre d'informations, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB), et particulièrement la Banque mondiale, à travers le PGEPC, pour ses appuis à la noble mission de renforcement de la transparence budgétaire au Burkina Faso.

Le PCA du CIFOEB  
Dr Seydou DAO

# Introduction

## Contexte et justifications du budget citoyen

Le budget de l'Etat, qui peut être défini comme étant un état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'Etat au cours d'une période donnée (une année en général), a une forte influence sur les différentes catégories de populations à travers la mise en œuvre des politiques de développement économiques et sociales. Aussi, la bonne gouvernance économique et en particulier la bonne gestion des ressources publiques et leur répartition équitable est-elle fondamentale pour la croissance et le développement économique et sociale. Compte tenu de ces aspects, il est nécessaire que les populations comprennent le budget, qu'elles sachent l'interpréter et l'utiliser à bon escient.

Plus de transparence budgétaire participe d'une forte réduction de la corruption et des déperditions de ressources dans l'exécution des dépenses publiques à travers le rendu de services publics de meilleure qualité. Vecteur de civisme fiscal, la transparence budgétaire permet de fournir plus d'informations pour le citoyen et donc assure une meilleure appropriation de la gestion des finances publiques. Ce qui accroît son degré d'acceptation à contribuer au développement économique et social à travers le paiement des impôts, tant au niveau national qu'au niveau régional.

Engagé dans un vaste programme de réforme de la gestion des finances publiques en général, et pour une meilleure transparence budgétaire en particulier, le Gouvernement burkinabè, à travers le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID), déroule depuis 2000, des référentiels stratégiques de ses actions pour une meilleure gestion des finances publiques<sup>1</sup>

L'adoption de la loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la



gestion des finances publiques au Burkina Faso fait de l'obligation de rendre compte, un principe clé de gestion budgétaire. La redevabilité fait appel au respect des critères de transparence de la gestion budgétaire et implique inversement que le citoyen contrôle et évalue régulièrement la gestion des affaires publiques afin d'impulser cette volonté politique.

En marche depuis 2006, la communalisation intégrale du territoire, adoptée par la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 et modifiée par la loi n°065-2009/AN du 21 décembre 2009, peine à fonctionner convenablement du fait des insuffisances dans plusieurs domaines. La mise en œuvre de la décentralisation nécessite davantage de ressources pour la conduite des actions de développement au niveau décentralisé.

L'adoption de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF), internalisant la Directive n°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'Union, consacre le passage définitif du budget objet au budget programme à partir de 2017 au Burkina Faso et implique plus de transparence, de responsabilité et d'implication de l'ensemble

<sup>1</sup> Selon Paolo MAURO, dans Finances et développement, 1988, « Un pays qui améliore sa position par rapport à l'indice de corruption, par exemple de 6 à 8 (0 étant le plus corrompu, 10 le moins) connaîtra une augmentation de 4% de son taux d'investissement et une augmentation de 0,5% de son taux de croissance du PIB annuel par habitant »

des acteurs dans la gestion budgétaire.

Dans un tel contexte, il est primordial de travailler à assurer une meilleure compréhension, un bon suivi-contrôle et une auto-évaluation des actions d'investissement par les citoyens au niveau décentralisé. C'est le principal objectif du présent document de budget citoyen régional qui vise spécifiquement à :

- favoriser une meilleure compréhension du budget par les citoyens et partant, inciter en eux, l'envie de payer l'impôt, moyen essentiel pour le développement socio-économique ;

- suivre et évaluer efficacement les inscriptions budgétaires au niveau régional ;

- formuler des recommandations en vue d'améliorer la qualité de la dépense publique.



## Fondements juridiques de l'élaboration du budget citoyen

L'élaboration du budget citoyen tire son fondement de plusieurs textes, tant au niveau international que national et sous régional.

Figure 1: Fondements juridiques de l'élaboration du budget citoyen

 AU PLAN INTERNATIONAL	 AU PLAN COMMUNAUTAIRE	 AU PLAN NATIONAL
<ul style="list-style-type: none"> <li>- DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DE 1789</li> <li>DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DE 1948</li> <li>- CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION</li> <li>- CODE DE BONNES PRATIQUES EN MATIERE DE TRANSPARENCE DES FINANCES PUBLIQUES DU FMI, 2007</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CHARTE AFRICAINE DE LA DEMOCRATIE, DES ELECTIONS ET DE LA GOUVERNANCE</li> <li>- DIRECTIVE N°01/2009/CM/UEMOA DU 27 MARS 2009 PORTANT CODE DE TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES AU SEIN DE L'UEMOA</li> <li>- DIRECTIVE N°06/2009/CM/UEMOA DU 26 JUIN 2009 PORTANT LOIS DE FINANCES AU SEIN DE L'UEMOA</li> <li>- PROTOCOLE SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CONSTITUTION DU 02 JUIN 1991</li> <li>- LOI ORGANIQUE N°073-2015/CNT DU 06 NOVEMBRE 2015 RELATIVES AUX LOIS DE FINANCES</li> <li>- LOI N°008-2013/AN DU 23 AVRIL 2013 PORTANT CODE DE TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</li> <li>- LOI ORGANIQUE N°082-2015/CNT DU 24 NOVEMBRE 2015 PORTANT ATTRIBUTIONS, COMPOSITION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASCE-LC</li> <li>- RESOLUTION N°001-2016 DU 11 JANVIER 2016 PORTANT REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE (AN)</li> <li>- LOI N°065-2009/AN DU 21 DECEMBRE 2009 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°055-2004/AN DU 21 DECEMBRE 2004 PORTANT CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</li> <li>- LOI N°004-2015/CNT DU 03 MARS 2015 PORTANT PREVENTION ET REPRESSION DE LA CORRUPTION</li> </ul>

# I - PRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DU PROCESSUS BUDGÉTAIRE DE L'ETAT ET LES ACTEURS IMPLIQUÉS

## I.1- Processus budgétaire : phases et étapes

Le processus budgétaire, au niveau central, est un cycle annuel qui démarre avec l'élaboration du budget et se termine avec l'établissement des comptes (loi de règlement et comptes de gestion) en passant par l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat.

L'élaboration du budget de l'Etat respecte un certain nombre d'étapes et de principes qui implique plusieurs acteurs (Ministère de l'économie, des finances et du développement, autres départements ministériels et institutions, Conseil des ministres, Assemblée nationale...).

Tableau 1- Calendrier d'élaboration du budget de l'Etat

Actes budgétaires	An n-1	Année N													
	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Adoption des orientations de la gestion budgétaire	■														DGB, DGTCP, DGCMEF, DGESS
Elaboration du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	■	■	■	■	■										MINEFID/Autres ministères
Elaboration de la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et de l'Analyse de viabilité de la dette (AVD)						■	■	■	■						Comité national de la dette publique (CNDP)
Arbitrage des priorités d'investissement				■	■	■	■	■							DGB, DGEF, DGTCP, DG-COOP, Ministères et Institutions
Elaboration et signature de la Circulaire budgétaire (CB)				■	■										MINEFID et Présidence du Faso
Notification de la CB incluant les allocations sectorielles						■									DGB
Elaboration des Documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) au niveau des ministères et institutions						■	■	■							Ministères et Institutions (DGESS, DAF, DRH...)
Revue à mi-parcours de l'exécution du budget						■	■								DGB
Analyse des DPPD (Rapports d'analyse)							■	■							DGB
Tenue des Débats budgétaires							■	■							Commissions budgétaires du MINEFID
Derniers ajustements et production de l'avant-projet de budget de l'Etat								■							DGB
Reproduction de l'APB de l'Etat et transmission en Conseil des Ministres									■						DGB SGGCM
Finalisation du projet de loi de finances et dépôt à l'Assemblée Nationale (AN)										■					DGB
Débats budgétaires à l'AN et vote de la Loi de finances											■	■	■		AN (COMFIB et députés)
Promulgation de la Loi de finances initiale													■		Présidence du Faso
Finalisation et mise en place du budget													■		MINEFID

Source : CIFOEB

Tout comme le processus d'élaboration du budget, son processus d'exécution respecte des étapes bien précises et fait intervenir plusieurs acteurs.

## I.2- Principaux acteurs intervenant dans le processus d'exécution budgétaire et leurs rôles

Tableau 2- Étapes, intervenants et actions d'exécution de la dépense ou de la recette (procédure normale)

ETAPES	INTERVENANTS	ROLES
ENGAGEMENT OU CONSTATATION	<i>Ordonnateur</i> <i>Ex. : ministre ou responsable d'institution</i> <i>(appuyé par le Responsable financier ; ex. : DAF ou SAF)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des besoins</li> <li>- Identification de l'assiette</li> <li>- Sélection des fournisseurs dans le respect de la réglementation en vigueur</li> <li>- Proposition des engagements</li> <li>- Transmission des projets d'engagement + Pièces jointes (PJ) au Contrôleur Financier (CF)</li> </ul>
	<i>Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DCMEF)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de la légalité, la régularité et la moralité de la proposition de dépense</li> <li>- Visa du bon d'engagement et du contrat ou du titre de recettes</li> <li>- Transmission du bon d'engagement visé + PJ au RFin</li> </ul>
	<i>Ordonnateur</i> <i>(appuyé par le Responsable financier)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmission des documents contractuels au fournisseur ou redevable</li> <li>- Notification au fournisseur de s'exécuter</li> <li>- Réception de la commande</li> </ul>
LIQUIDATION	<i>Ordonnateur</i> <i>(appuyé par le Responsable financier)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certification des factures définitives (réception)</li> <li>- Proposition des liquidations</li> <li>- Transmission des propositions de liquidation au CF</li> </ul>
	<i>Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DCMEF)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de la régularité des pièces justificatives</li> <li>- Visa des propositions de liquidation</li> <li>- Calcul des pénalités de retard s'il y a lieu</li> <li>- Transmission des propositions de liquidation visées à l'ordonnateur</li> </ul>
ORDONNANCEMENT	<i>Ordonnateur</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification des dossiers de liquidation</li> <li>- Validation des dossiers de liquidation acceptés dans le CID</li> <li>- Edition et signature des « Mandats de Paiement », du titre de recette et des bordereaux</li> <li>- Transmission des « Mandats de Paiement » au Trésor</li> </ul>
PAIEMENT OU RECouvreMENT	<i>Comptable</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réception, vérification et contrôle des dossiers « Mandat de Paiement » ou de titre de recettes</li> <li>- Validation des dossiers « Mandat de Paiement » acceptés</li> <li>- Prise en charge des « Mandats de Paiement » et comptabilisation des opérations</li> <li>- Edition des « Avis de Crédits »</li> <li>- Transmission des « Avis de Crédits » à la Trésorerie Régionale pour paiement</li> <li>- Transfert des PJ à la Paierie Générale</li> </ul>

Source : manuel de procédures d'exécution de la dépense publique, DGB, 2005, adapté à la démarche budget programme

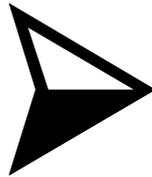
### 1.3- Possibilités d'implication et rôles des acteurs de la société civile dans le processus budgétaire

Au cours de tout le processus de gestion budgétaire, il est possible pour les Organisations de la société civile (OSC) d'y intervenir. Les fondements juridiques et les possibilités d'implications des citoyens sont précisés dans la figure ci-après.

Figure 2 - Cadre légal d'accès et possibilités d'implication des citoyens dans le processus budgétaire

#### Cadre légal d'accès au Burkina Faso

- Constitution du 02 juin 1991
- Loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relatives aux lois de finances
- Loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques
- Loi organique n°082-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'ASCE-LC
- Résolution n°001-2016 du 11 janvier 2016 portant règlement de l'Assemblée nationale (AN)
- Loi n°065-2009/AN du 21 décembre 2009 portant modification de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales
- Loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption



#### Possibilités d'implication

- Etablissement de diagnostics et bilans stratégiques
- Elaboration des politiques publiques (nationale et sectorielles)
- Elaboration des Plans régionaux de développement (PRD) et des Plans communaux de développement (PCD)
- Débats d'orientations budgétaires, tant au niveau national qu'au niveau des collectivités territoriales
- Evaluation des politiques publiques (nationale et sectorielles)
- Conduites de lobbying ou plaidoyers auprès des acteurs
- Contrôles citoyens de l'action publique (CCAP)

## II- DÉFINITION DES CONCEPTS CLÉS ET AGRÉGATS BUDGÉTAIRES

### II.1- Lois de finances

#### Loi de finances initiale

La loi de finances est le cadre juridique de référence sur lequel est fondé le budget qui ventile les autorisations de percevoir l'impôt et d'effectuer les dépenses, conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur. La loi de finances initiale est la première loi de finances qui est votée par le Parlement à la fin de l'année précédant celle donnant son nom au budget. C'est cette loi qui est promulguée par le Chef de l'Etat en début d'année.

#### Loi de finances rectificative

La loi de finances rectificative est une loi qui est votée en cours d'exercice budgétaire et qui a pour objectif d'ajuster les prévisions budgétaires initiales au contexte économique et social du moment. Au Burkina Faso, les textes prévoient au maximum deux (02) lois de finances rectificatives dans un même exercice budgétaire.

#### Loi de règlement

La loi de règlement est celle dressée à la fin de l'exercice budgétaire pour rendre compte de son exécution. Les textes prévoient que la loi de règlement de l'année n-1 soit votée par le Parlement en année n avant l'introduction du projet de loi de finances de l'année n+1 auprès du Parlement.

## **II.2- Cadrage économique et budgétaire**

### **Cadrage macro-économique**

Le cadrage macro-économique est l'exercice de modélisation qui permet de définir, d'évaluer et d'orienter les grands traits caractéristiques d'une économie sur une période donnée en tenant compte du contexte international, sous régional et national.

### **Cadrage budgétaire**

Les travaux d'élaboration du budget sont faits sur la base d'orientations stratégiques, d'expressions des priorités du pouvoir exécutif. Ces différentes orientations prennent leur source dans la politique nationale qui est celle de la croissance et de la réduction de la pauvreté contenue dans Plan national de développement économique et social (PNDES) et reprise de manière spécifique dans les stratégies sectorielles. Les hypothèses retenues et les estimations faites constituent le cadrage budgétaire.

### **Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)**

Le projet de loi de finances de l'année est élaboré par référence à un document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) couvrant une période minimale de trois ans. Ce document évalue l'évolution de l'ensemble des ressources, des charges et de la dette du secteur

public en détaillant en particulier les catégories d'organismes publics. Il prévoit la situation financière des entreprises publiques sur la période considérée et, éventuellement, les concours que l'État peut leur accorder.

Il fixe enfin les objectifs d'équilibre budgétaire et financier sur le moyen terme en application des dispositions du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

### **Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)**

Technique de programmation pluriannuelle des dépenses couvrant l'ensemble des domaines d'un secteur/ministère qui sont présentées entre autres par programmes, actions et activités, le DPPD est en lien avec le DPBEP qui fixe la contrainte budgétaire, c'est-à-dire le montant plafond par nature de dépense pour chaque ministère et institution.

### **Arbitrage budgétaire**

Mécanisme à travers lequel le Gouvernement répartit les ressources budgétaires entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la capacité financière de l'État, définie dans le DPBEP.

## **II.3- BUDGET**

### **Budget de l'État**

Le budget de l'État donne pour une année donnée, l'ensemble des recettes et des dépenses attendues. Le budget peut être considéré comme la partie comptable de la loi de finances. Les différentes composantes d'un budget sont : (i) un tableau des recettes ; (ii) un tableau justificatif des recettes ; (iii) un tableau de présentation des

dépenses et (iv) des annexes.

## Budget programme

Principale modalité d'opérationnalisation de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dans le domaine de la gestion budgétaire, le budget programme est une technique de budgétisation consistant à préparer, adopter, exécuter et évaluer les résultats de la gestion budgétaire sur la base de programmes, à l'opposé du budget par objet. Le budget programme est à la fois un nouveau système de gestion et un type de présentation budgétaire. En tant que système de gestion, il est un processus intégré de planification, de programmation et d'évaluation budgétaire dans lequel les ressources sont allouées en fonction d'objectifs et de résultats prédéfinis et pouvant être mesurés à l'aide d'indicateurs de performance. En tant que type de présentation budgétaire, il donne, généralement sur une période de trois ans, des prévisions de dépenses rattachées à des programmes.

## Programme (budgétaire)

Au sens générique du terme, le programme budgétaire (encore appelé programme ministériel) est défini comme un objectif de politique publique auquel sont associés des moyens financiers pour sa mise en œuvre. Le programme budgétaire comporte donc un objectif à court ou moyen terme, des indicateurs de résultats, un ensemble d'actions cohérentes et une stratégie de mise en œuvre. En général, on distingue deux (02) catégories de programmes budgétaires : (i) les programmes budgétaires opérationnels qui visent la production de biens ou services et (ii) les programmes budgétaires de soutien qui supportent les programmes budgétaires opérationnels.

## Action

L'action est une composante d'un programme budgétaire, à laquelle est associée un objectif de politique publique ainsi qu'un indicateur de performance permettant d'apprécier les résultats de sa mise en œuvre. L'action vise la réalisation d'un objectif intermédiaire du programme budgétaire dans lequel elle fait partie. Elle précise mieux la partie de la politique publique portée par le programme budgétaire. L'action est aussi définie comme un sous-programme et constitue la limite de la déclinaison d'un programme budgétaire dans la présentation de la Loi de finances selon le format du budget programme.

## Activité

L'activité est une combinaison d'intrants (ressources humaines, matérielles et financières) en vue de la production d'un extrant (résultat immédiat). L'extrant de l'activité doit être un bien ou un service entrant dans le cadre de la réalisation d'un objectif de politique publique. Il s'agit donc d'un ensemble cohérent de produits, nécessitant des ressources humaines, financières et matérielles pour la production d'un bien ou d'un service. L'activité livre comme résultat un ou plusieurs produits résultant de la consommation des ressources mobilisées.

## Objectif

L'objectif est un résultat spécifique (le plus souvent mesurable) à atteindre avec des moyens adéquats dans un délai déterminé. Les objectifs ne doivent pas être centrés sur les moyens ou les activités, mais ils doivent se rapporter aux réalisations concrètes poursuivies par l'utilisation des moyens et la mise en œuvre des activités et qui correspondent aux attentes du public. Au niveau des programmes budgétaires, les objectifs sont dits stratégiques et au niveau des actions, ils sont dits opérationnels.

## Résultat

Le résultat décrit la réalisation concrète que l'on obtient dans la mise en œuvre des actions d'un programme budgétaire et en conformité avec les objectifs. Il exprime ce qui est attendu de la réalisation des objectifs dans un horizon temporel donné. En prévision, on parle de résultat attendu ou cible de résultat. En général, on distingue trois types de résultats : (i) les résultats immédiats qui sont les changements immédiats provoqués par les produits de l'activité ; (ii) les résultats de moyen terme, ou encore les effets, qui sont les changements consolidés et (iii) les résultats de long terme ou les impacts qui constituent les changements durables.

## Indicateur

Renseignement chiffré du résultat recherché ou attendu, l'indicateur est en quelque sorte l'étalon de mesure du résultat recherché ou de l'objectif attendu. On distingue généralement quatre (4) types d'indicateurs : (i) les indicateurs de ressources ou de moyens qui mettent en avant les ressources allouées ; (ii) les indicateurs d'activités ou de produits qui rendent compte des résultats immédiats ; (iii) les indicateurs d'effets qui visent les résultats de moyen terme et (iv) les indicateurs d'impacts qui concernent les résultats de long terme.

## II.4- Recettes / Dépenses

### Recettes (fiscales, non fiscales, exceptionnelles, ordinaires et extraordinaires)

Les recettes sont l'ensemble des ressources financières de l'Etat. Les recettes ordinaires sont composées des ventes de produits, des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des produits financiers et des recettes exceptionnelles. Les recettes fiscales sont des prélèvements obliga-

toires, sans contrepartie alors que les recettes non fiscales sont des prélèvements faits moyennant un service rendu par l'Etat à une tierce personne.

### Dépenses (courantes, en capital)

Les dépenses constituent les emplois ou les charges de l'Etat. Les dépenses courantes ou dépenses ordinaires sont constituées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes. Quant aux dépenses en capital, elles sont constituées des transferts en capital et des dépenses d'investissement.

### Épargne budgétaire / Déficit budgétaire

L'épargne budgétaire correspond à une différence positive entre les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires. Le déficit budgétaire correspond à une différence négative entre les recettes budgétaires totales et les dépenses budgétaires totales.

## II.5- Dons et appuis budgétaires

### Don projet

Le don projet est un appui financier non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers et octroyée à un État pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement défini.

### Don programme

Le don programme est un appui financier non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers non affectée préalablement à un projet de développement.

### Appui budgétaire (général ou

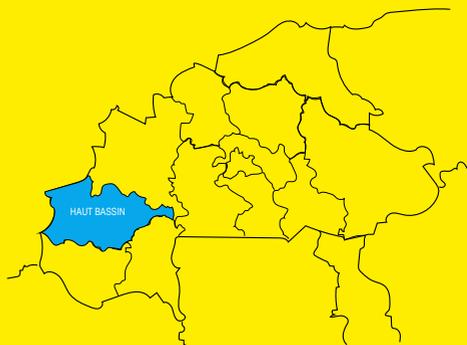
### sectoriel)

L'appui budgétaire est un mécanisme qui permet de financer le budget d'un pays partenaire grâce au transfert de ressources d'un organisme de financement externe au Trésor public du gouvernement partenaire. Les fonds ainsi transférés sont gérés selon les procédures budgétaires du pays concerné. Dans le cas de l'appui budgétaire général, le dialogue entre les bailleurs de fonds et les gouvernements partenaires met l'accent sur les priorités politiques et budgétaires générales, tandis que l'appui budgétaire sectoriel met l'accent sur les priorités sectorielles.

## III- PRESENTATION DES DONNEES BUDGETAIRES DES CINQ REGIONS



# REGION DES HAUTS-BASSINS



### III.1- Région des Hauts Bassins

#### III.1.1- Prévisions et exécutions des dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région

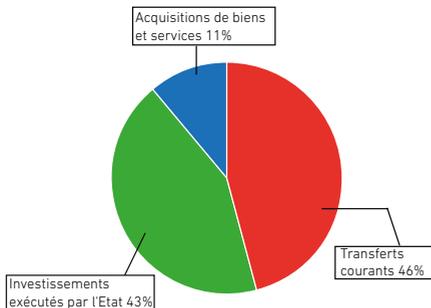
Tableau 3 : Prévisions et exécutions des dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région des Hauts-Bassins (en FCFA)

Désignations	2018			Dotation 2019	Variation 2019/2018
	Dotation	Exécution	Taux d'exécution		
Acquisitions de biens et services	2 373 118 000	2 348 616 011	98,97%	2 515 638 000	6,01%
Transferts courants	10 412 887 474	10 322 521 067	99,13%	10 047 738 000	-3,51%
Investissements exécutés par l'Etat	23 820 106 287	23 472 370 505	98,54%	9 428 682 000	-60,42%
<b>Total Hauts Bassins</b>	<b>36 606 111 761</b>	<b>36 143 507 583</b>	<b>98,74%</b>	<b>21 992 058 000</b>	<b>-39,92%</b>

Source : Construit à partir des données de la DGB.

L'analyse du tableau indique une baisse drastique des dépenses d'investissement de l'État dans la région des Hauts Bassins de 60,42% par rapport à l'année 2018. Aussi, le tableau présente une baisse des dotations budgétaires de l'Etat dans les Hauts Bassins de l'ordre de 39.92% comparativement à 2018. La baisse observée au niveau des dépenses d'investissement pourrait s'expliquer principalement par les ajustements apportés au projet de loi de finances 2019 en dépenses, liée à la diminution des projections de ressources propres en lien avec la loi de finances rectificative 2018.

Graphique: 1-Part budgétaire par nature de dépenses dans les ressources totales allouées pour la région des Hauts-Bassins en 2019



Le graphique ci-dessus indique que 43% des dépenses de l'État dans les Hauts Bassins seront consacrées à l'investissement en 2019. Ces investissements sont essentiellement constitués de construction de d'écoles, de centres de santé et de routes. Les transferts courants constituent 46% des dépenses de de l'État dans la région tandis que les acquisitions de biens et services ne représentent que 11% des dépenses de l'État dans la région. En rappel, la part importante des transferts courants par rapport aux investissements s'explique par le fait qu'ils sont constitués des subventions de l'Etat aux Etablissements Publics de l'Etat (CHU, CHR, Gouvernorat) comme contribution à leur fonctionnement. Essentiellement constituées de salaires, ces dépenses de fonctionnement sont généralement incompressibles. Ce qui peut justifier leur importance par rapport aux investissements.

#### III.1.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles

##### III.1.2.1- Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019

Les inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation concernent principalement les réalisations d'écoles, le nombre de bénéficiaires

de fournitures scolaires, les réalisations de CEG ainsi que le nombre de 3 salles de classes.

Les dotations budgétaires dans ces inscriptions spécifiques connaissent une hausse dans le budget 2019 de l'État dans la région des Hauts Bassins à l'exception des CEG où aucune dotation n'est prévue en 2019.

Tableau 4 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et en 2019 de la région des Hauts-Bassins

Année	2018 <sup>2</sup>		2019		Variation des coûts	Coût total national (FCFA)		Part	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coûts (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Réalisation									
Bénéficiaires des fournitures scolaires	270957	680 102 070	388 061	773 793 634	14%	6741712000	6 741 712 000	10,09%	11,48%
CEG	2	90 368 000	0	0	-100%	1 177 494 000	540 000 000	7,67%	0,00%
Blocs de 3 salles	11	308 880 000	10	276 300 000	-11%	16 848 00000	3 812 940 000	18,33%	7,25%

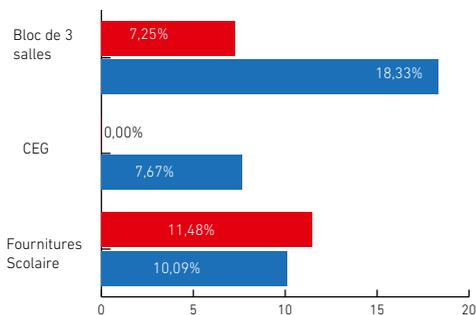
Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de a DGESS.

Une comparaison du poids des inscriptions spécifiques de la région des Hauts Bassins dans le total national entre 2018 et 2019, comme le montre le graphique ci-dessous, fait voir une baisse du budget de chacune des inscriptions spécifiques au niveau de l'éducation à l'exception des dotations en fournitures scolaires où l'on constate une hausse de 14% par rapport à 2018. Par exemple aucune dotation en CEG n'est prévu pour la région en 2019.

Graphique: 2- Part des coûts prévisionnels des réalisations éducatives dans la région des Hauts Bassins par rapport au total national en 2018 et 2019

### III.1.2.2- Inscriptions spécifique dans le domaine de la santé

Tout comme au niveau de l'éducation, les dotations en santé publique de la région connaîtrons majoritairement une baisse en 2019 par rapport aux prévisions de 2018. Pour l'année 2019 aucune dotation n'est prévue dans le cadre de la mise en oeuvre du budget de l'Etat en matière de dépôt MEG dans la région. Cependant pour les prévisions de dotations en dispensaires, une hausse est prévue pour l'année 2019.



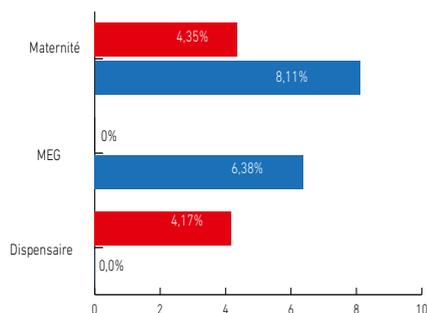
<sup>2</sup> Les prévisions pour l'année 2018 correspondent aux réalisations pour les inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé et de l'éducation.

Tableau 5 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et en 2019 de la région des Hauts-Bassins  
Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

Réalizations	2018		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coûts (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Dispensaires	0	0	1	31 726 454	0,00%	285 538 086	761 434 896	0%	4,17%
Dépôts MEG	3	23 081 250	0	0	-100,00%	361 606 250	169 262 500	6,38%	0,00%
Maternités	3	100 221 024	2	66 814 016	-33,33%	1 236 252 288	1 536 722 368	8,11%	4,35%

Les parts des inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé de la région connaissent majoritairement une baisse en 2019 par rapport en 2018 à l'exception de celle des dispensaires tel que présenté dans le graphique ci-dessous.

Graphique: 3- Poids des coûts des réalisations sanitaires en 2018 et 2019 par rapport aux prévisions nationales



Par exemple pour l'année 2019, les coûts des dispensaires et des maternités représenteront respectivement 4,17% et 4,35% des prévisions au niveau national contre respectivement 0,00% et 8,11% en 2018. Toutefois pour les dépôts MEG aucune inscription n'est prévue pour la région des Hauts-Bassins en 2019 comparativement à une part de 6,38% du total national en 2018.

### III.1.2.3. Inscriptions spécifique dans le domaine des infrastructures

## Liste des projets d'infrastructures dans la région des Hauts-Bassins en 2019

Dans le domaine des infrastructures, pour l'année 2019, les projets en perspective pour la région des Hauts-Bassins sont énumérés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : Liste des projets d'infrastructures en perspectives dans la région des Hauts-Bassins en 2019

N°	Intitulé du Projet	Linéaire en km	Régions traversées
BITUMAGE DU RESEAU CLASSE			
1	Démarrage des travaux de l'autoroute du tronçon Ouaga- Bobo	333	Centre, Centre-Ouest, Hauts-Bassins
VOIRIES URBAINES			
2	les travaux d'aménagement et de bitumage de voiries à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso	20,6	Centre-Hauts-Bassins

Source : DGESS Ministère des Infrastructures.

## Inscriptions dans des domaines spécifiques (Pistes rurales, routes bitumées) en 2019

Pour l'année 2019, il est prévu dans la région des Hauts-Bassins, la réalisation de 4,5 km de routes bitumées et 90,1 km de pistes rurales.

Tableau 7 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures en 2019

Libellé	Longueur (km)	Coût total (FCFA)
Routes bitumées	4,5	1 462 500 000
Pistes rurales	90,1	2 703 000 000

Source : Budget citoyen 2019 de l'Etat/DGB

# REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN



## III.2- Région de la Boucle du Mouhoun

### III.2.1- Prévisions et exécutions des dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région

Tableau 8 : Prévisions et exécutions des dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région de la Boucle du Mouhoun en FCFA

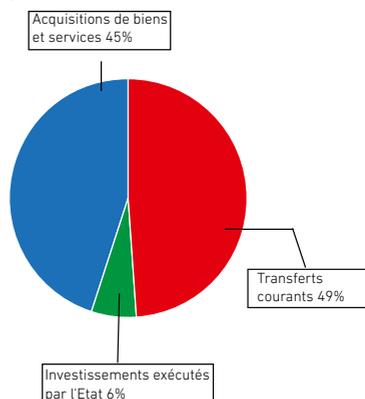
Taux d'exécution 2018 et variation 2019/2018 pour la région de la boucle du Mouhoun - hors section 98 (en FCFA)					
Désignations	2018			Dotation 2019	Variation 2019/2018
	Dotation	Exécution	Taux d'exécution		
Acquisitions de biens et services	2 392 114 200	2 351 695 521	98,31%	2 381 196 000	-0,46%
Transferts courants	2 379 170 288	2 344 842 500	98,56%	2 587 548 000	8,76%
Investissements exécutés par l'État	2 610 420 674	2 606 197 083	99,84%	318 050 000	-87,82%
<b>Total Boucle du Mouhoun</b>	<b>7 381 705 162</b>	<b>7 302 735 104</b>	<b>98,93%</b>	<b>5 286 794 000</b>	<b>-28,38%</b>

Source : Construit à partir des données de la DGB.

Les prévisions budgétaires de l'État dans la région de la Boucle du Mouhoun connaissent une baisse de l'ordre de 28,38% en 2019 par rapport à 2018. Cependant, les transferts courants connaissent une hausse de 8,76% tandis que les investissements exécutés par l'État dans la région ont connu une baisse drastique de 87,82% en 2019 comparativement à 2018. La baisse observée au niveau des dépenses d'investissement pourrait s'expliquer principalement par les ajustements apportés au projet de loi de finances 2019 en dépenses, liée à la diminution des projections de ressources propres en lien avec la loi de finances rectificative 2018.

Le graphique 4 donne les parts budgétaires par nature de dépense de la région de la Boucle du Mouhoun pour l'année 2019.

Graphique: 4- Parts budgétaires par nature de dépenses de la région de la Boucle du Mouhoun en 2019



Il ressort du graphique que 49% des dépenses de l'État en 2019 dans la région de la Boucle du Mouhoun sont consacrées aux transferts courants contre seulement 6% en investissement. Le niveau élevé de ces transferts par rapport aux investissements est lié au fait qu'ils sont constitués des subventions de l'État aux Etablissements Publics de l'État (CHU, CHR, Gouvernorat) comme contribution à leur fonctionnement. Essentiellement constituées de salaires, ces dépenses de fonctionnement sont

incompressibles. Ce qui peut justifier leur importance par rapport aux investissements. Les acquisitions de biens et services quant à elles représentent 45% des dépenses de l'Etat dans la région.

### III.2.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles

#### III.2.2.1- Inscriptions spécifiques dans de le domaine de l'éducation en 2018 et 2019

Pour l'année 2019, les prévisions budgétaires connaissent majoritairement une baisse des dotations en éducation à savoir les dotations en blocs de 3 salles, en CEG et les bénéficiaires de fournitures scolaires. Cependant la baisse des 12% observée au niveau des fournitures scolaires pourrait s'expliquer par une possible baisse de leur prix. En effet, le tableau présente une baisse des effectifs des réalisation éducatives à l'exception des bénéficiaires en fournitures scolaires.

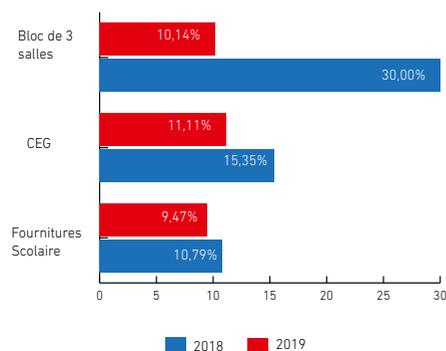
Tableau 9 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019 de la région de la Boucle du Mouhoun

Année	2018 <sup>3</sup>		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coûts (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Réalisations									
Bénéficiaires des fournitures scolaires	289 726	727 212 260	320 242	638 562 548	-12%	6 741 712 000	6 741 712 000	10,79%	9,47%
CEG	4	180 736 000	1	60 000 000	-67%	1 177 494 000	540 000 000	15,35%	11,11%
Blocs de 3 salles	18	505 440 000	14	386 820 000	-23%	1 684 800 000	3 812 940 000	30,00%	10,14%

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

Le poids des inscriptions spécifiques dans le total national en 2018 et 2019 est donné par le graphique 5.

Graphique: 5- Parts prévisionnelles des réalisations éducatives de la région de la Boucle du Mouhoun dans le total national en 2018 et en 2019



Ce graphique montre que les parts des pré-

sions budgétaires dans les domaines spécifiques de l'éducation sont en baisses par rapport à celles de 2018 dans la région des Hauts Bassins. Ces parts représentent en moyenne 10% du total national. Cependant en 2019, une grande baisse est prévue au niveau de la réalisation des blocs de 3 salles de classes et des CEG soit respectivement 23% et 67%.

#### III.2.2.2- Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et 2019

Le budget 2019 connaîtra globalement une baisse dans la réalisation des infrastructures sanitaires au profit de la région de la Boucle du Mouhoun. Cette baisse est surtout plus accentuée au niveau des maternités dont le nombre est passé de 07 en 2018 à un nombre prévisionnel de 03 en 2019. Cependant, une hausse a été constatée au niveau des dotations en dispensaires. Le nombre de MEG quant à lui est resté constant sur la période.

3 Les prévisions pour l'année 2018 correspondent aux réalisations pour les inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé et de l'éducation

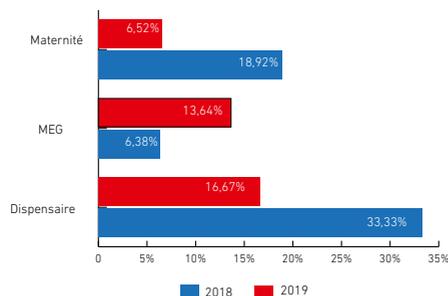
Tableau 10 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et en 2019 de la région de la Boucle du Mouhoun

Année	2018		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coût (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Réalisations									
Dispensaires	3	95 179 362	4	126 905 816	33,33%	285 538 086	761 434 896	33,33%	16,67%
Dépôts MEG	3	23 081 250	3	23 081 250	0,00%	361 606 250	169 262 500	6,38%	13,64%
Maternité	7	233 849 056	3	100 221 024	-57,14%	12 36252 288	1 536 722 368	18,92%	6,52%

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

Le graphique ci-dessous donne la part des coûts des réalisations sanitaires en matière de santé publique de la région de la Boucle du Mouhoun dans le total national sur la période 2018 et 2019.

Graphique: 6-Coût des réalisations en matière de santé publique par rapport au total national en 2018 et en 2019



En 2019, il ressort que les coûts des dispensaires et des maternités de la région représenteront respectivement 16,67% et 6,52% du total national. Ces parts sont largement en baisse par rapport à l'année 2018. Toutefois, la part des dépôts MEG connaîtra une hausse en 2019 même si les effectifs demeurent inchangés par rapport à 2018.

III.2.2.3- Incriptions spécifiques dans le domaine des Infrastructures

### Liste des projets d'infrastructures en perspectives 2019 dans la région de la Boucle du Mouhoun

Dans le domaine des infrastructures, pour l'année 2019, les projets en perspective pour la

région de la Boucle du Mouhoun sont entre autres :

Tableau 11 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région de la Boucle du Mouhoun en 2019

N°	Intitulé du Projet	Linéaire en km	Régions traversées
BITUMAGE DU RESEAU CLASSE			
9	Tougan – Lanfiéra – N'Di	63	Boucle du Mouhoun
11	Koundougou – Solenzo	121	Boucle du Mouhoun
12	Tougan – Ouahigouya	94	Nord, Boucle du Mouhoun

Source : DGESS Ministère des Infrastructures.

### Inscriptions dans des domaines spécifiques (Pistes rurales, routes bitumées) en 2019

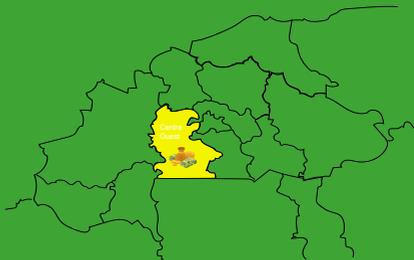
Pour l'année 2019, il est prévu dans la région de la Boucle du Mouhoun, la réalisation de 341,6 km de routes bitumées et 90,1 km de pistes rurales.

Tableau 12 : inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures en 2019 dans la région de la Boucle du Mouhoun

Libellé	Longueur (km)	Cout total (FCFA)
Routes bitumées	341,6	111 020 000 000
Pistes rurales	90,1	2 703 000 000

Source : Budget citoyen 2019 de l'Etat/DGB.

# REGION DU CENTRE-OUEST



### III.3- Région du Centre-Ouest

#### III.3.1- Prévisions et exécutions des dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région

Tableau 13 : Prévisions et exécutions des dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région du Centre-Ouest (FCFA)

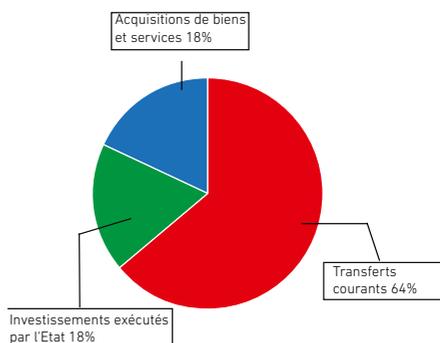
Taux d'exécution 2018 et variation 2019/2018 pour la région du Centre-Ouest- hors section 98 (en FCFA)					
Désignations	2018			Dotation 2019	Variation 2019/2018
	Dotation	Exécution	Taux d'exécution		
Acquisitions de biens et services	2 140 199 000	2 116 506 030	98,89%	2 177 761 000	1,76%
Transferts courants	8 697 050 373	8 691 942 150	99,94%	7 935 340 000	-8,76%
Investissements exécutés par l'Etat	4 472 571 000	619 679 878	13,86%	2 247 672 000	-49,75%
<b>Total Centre-Ouest</b>	<b>15 309 820 373</b>	<b>11 428 128 058</b>	<b>74,65%</b>	<b>12 360 773 000</b>	<b>-19,26%</b>

Source : Construit à partir des données de la DGB.

Les dotations budgétaires de l'État pour la région du Centre-Ouest connaissent une baisse globale de 19,26% par rapport à 2018. Cette baisse est encore plus accentuée au niveau des dépenses d'investissement exécutées par l'État dans la région. En effet, les dépenses d'investissement ont diminuées de 49,75% comparativement à 2018. Aussi, le taux d'exécution des investissements est très faible (seulement 13,86%) par rapport aux autres natures de dépenses. La baisse observée au niveau des dépenses d'investissement pourrait s'expliquer principalement par les ajustements apportés au projet de loi de finances 2019 en dépenses, liée à la diminution des projections de ressources propres en lien avec la loi de finances rectificative 2018.

La répartition des dépenses de l'Etat dans la région du Centre-Ouest est donnée par le graphique suivant :

Graphique: 7- Parts par nature de dépenses dans le budget total de la région du Centre-Ouest en 2019



Il ressort du graphique que 64% des dépenses de l'État dans la région du Centre-Ouest sont consacrées aux transferts courants en 2019. Les investissements exécutés par l'Etat et les acquisitions de biens et services représentent chacun 18%. La part importante des transferts courants est due au fait qu'ils sont constitués des subventions de l'Etat aux Etablissements Publics de l'Etat (CHU, CHR, Gouvernorat) comme contribution à leur fonctionnement. Essentiellement constituées de

salaires, ces dépenses de fonctionnement sont incompressibles. Ce qui peut justifier leur importance par rapport aux investissements.

### III.3.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles

#### III.3.2.1- Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019

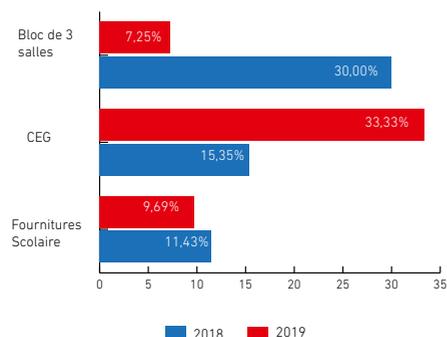
Le budget de l'État 2019 connaît majoritairement une baisse dans les réalisations éducatives au profit de la région du Centre-Ouest par rapport à celui de 2018. On constate aussi au niveau de la région que le nombre de bénéficiaires de fournitures scolaires a augmenté par rapport à leur niveau antérieur malgré la baisse de leurs coûts.

Tableau 14 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019 dans la région du Centre-Ouest

Année	2018 <sup>4</sup>		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part en %	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coût (FCFA)		2018	2019	2018	2019
<b>Réalisations</b>									
<b>Bénéficiaires des fournitures scolaires</b>	306 922	770 374 220	327 680	653 393 920	-15,18%	6 741 712 000	6 741 712 000	11,43%	9,69%
<b>CEG</b>	4	180 736 000	3	180 000 000	-0,41%	1 177 494 000	540 000 000	15,35%	33,33%
<b>Blocs de 3 salles</b>	18	505 440 000	10	276 300 000	-45,33%	1 684 800 000	3 812 940 000	30,00%	7,25%

Les parts des inscriptions spécifiques dans le total national pour l'année 2018 et 2019, sont données par le graphique ci-dessous :

Graphique 8- Part des coûts prévisionnels des réalisations éducatives en 2018 et 2019 par rapport au total national



Le graphique montre que les parts des réalisations prévisionnelles dans le total national

sont en baisses en 2019 par rapport à l'année 2018 à l'exception des CEG où on observe une amélioration en 2019.

#### III.3.2.2- Inscriptions spécifique dans le domaine de la santé en 2018 et 2019

Au niveau de la santé, on constate une augmentation des réalisations à l'exception des dispensaires où aucune réalisation n'est prévue pour l'année 2019. De 2018 à 2019, le coût des dépôts MEG et des maternités ont connue respectivement une hausse de 25% et 200,00%, alors que le coût des maternités a connu une baisse de 100%.

<sup>4</sup> Les prévisions pour l'année 2018 correspondent aux réalisations pour les inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé et de l'éducation.

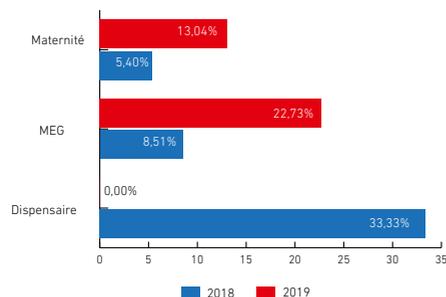
Tableau 15 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et 2019 dans la région du Centre-Ouest

Année	2018		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part en %	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coût (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Réalisations									
Dispensaires	3	95 179 362	0	0	-100,00%	285 538 086	761 434 896	33,33%	0,00%
Dépôts MEG	4	30 775 000	5	38 468 750	25,00%	361 606 250	169 262 500	8,51%	22,73%
Maternité	2	66 814 016	6	200 442 048	200,00%	1 236 252 288	1 536 722 368	5,40%	13,04%

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

Le graphique 9 donne le poids des coûts des réalisations en matière de santé publique de la région du Centre-Ouest par rapport au total national pour l'année 2018 et 2019.

Graphique: 9-Coût des réalisations en matière de santé publique par rapport au total national en 2018 et 2019



Le graphique indique que la part du coût des maternités et des dépôts MEG représentera respectivement 13,04% et 22,73% du total national soit une hausse par rapport à 2018. Pour les dispensaires, en 2018, la part de la région représentait 33,33 % du total national, alors qu'en 2019, aucune dotation en dispensaire n'est prévue pour la région.

III.3.2.3- Incriptions spécifiques dans le domaine des Infrastructures

## Liste des projets d'infrastructures en perspectives dans la région du Centre-Ouest en 2019

Dans le domaine des infrastructures, pour

l'année 2019, les projets en perspective pour la région du Centre-Ouest sont énumérés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 16 : Liste des projets d'infrastructures en 2019 dans la région du Centre-Ouest

N°	Intitulé du Projet	Linéaire en km	Régions traversées
BITUMAGE DU RESEAU CLASSE			
1	Démarrage des travaux de l'autoroute du tronçon Ouaga-Bobo	333	Centre, Centre-Ouest, Hauts-Bassins

Source : DGESS Ministère des infrastructures.

## Inscriptions dans des domaines spécifiques (Pistes rurales, routes bitumées) en 2018 et 2019

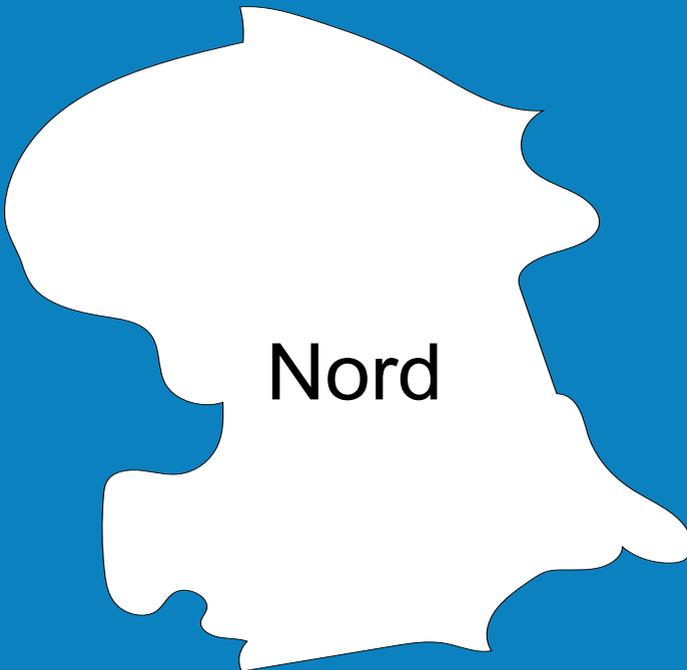
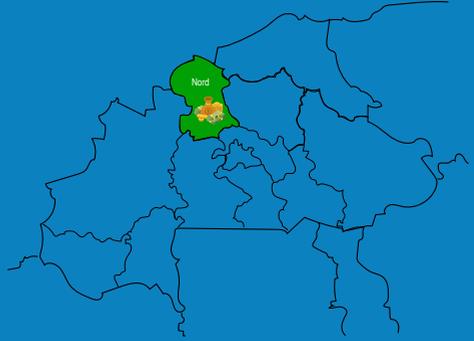
Pour l'année 2019, il est prévu dans la région du Centre-Ouest, la réalisation de 109,5 km de routes bitumées et 65,6 km de pistes rurales.

Tableau 17 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures dans la région du Centre-Ouest en 2019

Libellé	Longueur (km)	Cout total (FCFA)
Routes bitumées	109,5	35 587 500 000
Pistes rurales	65,6	1 968 000 000

Source : Budget citoyen 2019 de l'Etat/DGB.

# REGION DU NORD



### III.4- Région du Nord

#### III.4.1- Prévisions et exécutions de dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région

Tableau 18 : Prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région du Nord (FCFA)

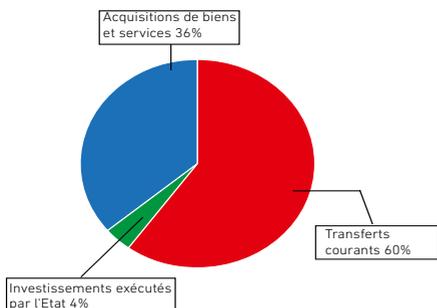
Taux d'exécution 2018 et variation 2019/2018 pour la région du Nord - hors section 98 (en FCFA)					
Designations	2018			Dotation 2019	Variation 2019/2018
	Dotation	Exécution	Taux d'exécution		
Acquisitions de biens et services	2 049 037 000	2 036 415 716	99,38%	2 013 692 000	-1,72%
Transferts courants	2 192 363 464	2 192 359 691	100,00%	3 424 963 000	56,22%
Investissements exécutés par l'Etat	360 552 000	359 460 964	99,70%	238 155 000	-33,95%
<b>Total Nord</b>	<b>4 601 952 464</b>	<b>4 588 236 371</b>	<b>99,70%</b>	<b>5 676 810 000</b>	<b>23,36%</b>

Source : Construit à partir des données de la DGB.

La région du Nord enregistre globalement une augmentation de la dotation budgétaire de l'État en 2019. Cependant, elle connaît une baisse des dépenses d'investissement (-33,95%) et des dépenses en acquisition de biens et services (-1,72%).

L'augmentation du budget global de l'État pour la région est liée à la hausse des transferts courants ; une hausse de 56,22%. La baisse observée au niveau des dépenses d'investissement pourrait s'expliquer principalement par les ajustements apportés au projet de loi de finances 2019 en dépenses, liée à la diminution des projections de ressources propres en lien avec la loi de finances rectificative 2018.

Graphique: 10-Part par nature de dépenses par rapport au total budget de la région du Nord en 2019



Le graphique ci-dessus indique que les transferts courants constituent 60% des ressources budgétaires de l'État dans la région du Nord. Les dépenses en biens et services quant à elles ; elles représentent 36% du budget de la région tant dis que les investissements ne représentent que 4% du budget de la région.

Il conviendrait de signaler que la part budgétaire des dépenses de transferts courant est plus importante que celle des investissements compte tenu du fait que qu'ils sont constitués des subventions de l'État aux Etablissements Publics de l'État (CHU, CHR, Gouvernorats) comme contribution à leur fonctionnement. Essentiellement constituées de salaires, ces dépenses de fonctionnement sont incompressibles. Ce qui peut justifier leur importance par rapport aux investissements.

#### III.4.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles

##### III.4.2.1- Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019

La région du Nord bénéficiera pour l'année 2019 de réalisations dans le domaine de l'éducation. Il ressort que le nombre de bénéficiaires de fournitures scolaires connaîtra une hausse en

comparativement à leur nombre en 2016. D'où la baisse de leurs dotations en terme financier par rapport à 2018.

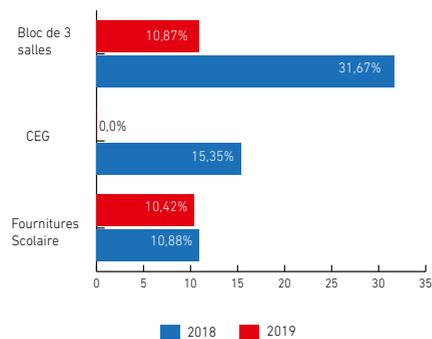
Tableau 19 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et en 2019 dans la région du Nord

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

Année	2018 <sup>5</sup>		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part en %	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coûts (FCFA)		2018	2019	2018	2019
<b>Réalisations</b>									
<b>Bénéficiaires de fournitures scolaires</b>	292318	733718180	352 447	702 779 318	-4,22%	6741712000	6 741 712 000	10,88%	10,42%
<b>CEG</b>	4	180 736 000	0	0	-100,00%	1 177 494 000	540 000 000	15,35%	0,00%
<b>Blocs de 3 salles</b>	19	533 520 000	15	414 450 000	-22,32%	1 684 800 000	3812940000	31,67%	10,87%

En s'intéressant aux poids des coûts de réalisations éducatives dans le total national, on constate comme le montre le graphique ci-dessous :

Graphique : 11-Coût des réalisations éducatives par rapport au total national en 2018 et en 2019



On constate que le coût des réalisations au profit de la région représentera chacun plus de 10% du total national pour l'année 2019 à l'exception des CEG où aucune inscription n'est prévue en 2019. Toutefois, pour chacun des domaines d'éducation, cette part est inférieure à celle de 2018, indiquant un relâchement des efforts fournis en matière d'éducatons dans ladite région.

#### III.4.2.2- Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé (Dispensaires, Dépôts MEG, Maternités) en 2018 et 2019

Dans le secteur de la santé, il est prévu que la région bénéficiera pour l'année 2019 de dispensaires qui n'étaient pas prévues en 2018. Aussi, elle bénéficiera de quatre (04) maternités contre deux (02) en 2018. Contrairement à l'année 2018, où elle avait eu quatre (04) dépôts MEG, pour l'année 2019, le nombre prévisionnel de dépôts MEG est de deux (02).

<sup>5</sup> Les prévisions pour l'année 2018 correspondent aux réalisations pour les inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé et de l'éducation.

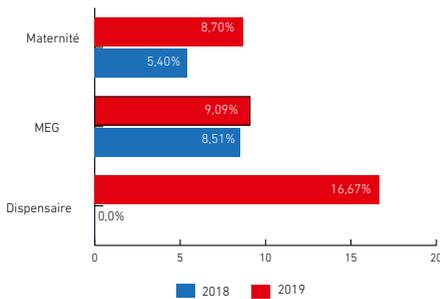
Tableau 20 : Inscriptions spécifiques en matière de santé publique en 2018 et en 2019 dans la région du Nord

Année	2018		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part en %	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coût (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Réalisations									
Dispensaires	0	0	4	126 905 816	-	285 538 086	761 434 896	0,00%	16,67%
Dépôts MEG	4	30 775 000	2	15 387 500	-50,00%	361 606 250	169 262 500	8,51%	9,09%
Maternité	2	66 814 016	4	133 628 032	100,00%	1 236 252 288	1 536 722 368	5,40%	8,70%

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

En s'intéressant aux poids des coûts de réalisations éducatives dans le total national, on constate comme le montre le graphique ci-dessous :

Graphique: 11-Coût des réalisations éducatives par rapport au total national en 2018 et en 2019



En effet, la part des coûts prévisionnels pour l'année 2019 de la région du Nord pour les maternités et les dépôts MEG représenteront respectivement 8,70%, 9,09% du total national. Pour les dépôts MEG, pendant qu'aucune inscription n'avait été faite dans la région par l'Etat en 2018, leur coût représentera 16,67% du total national en 2019 ; toute chose qui traduit par conséquent des efforts fournis en matière d'éducation dans ladite région.

### III.4.2.3-Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures

#### Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la

#### région du Nord en 2019

Dans le domaine des infrastructures, pour l'année 2019, les projets en perspective pour la région du Nord sont énumérés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 21 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région du Nord en 2019

N°	Intitulé du Projet	Linéaire en km	Régions traversées
<b>BITUMAGE DU RESEAU CLASSE</b>			
1	Construction et le bitumage de la route nationale n°23 Ouahigouya-Djibo et la traversée de la ville de Djibo	110	Nord, Sahel
2	Tougan –Ouahigouya	94	Nord, Boucle du Mouhoun

Source : DGESS Ministère des Infrastructures.

#### Inscriptions dans des domaines spécifiques (Pistes rurales, routes bitumées) en 2019

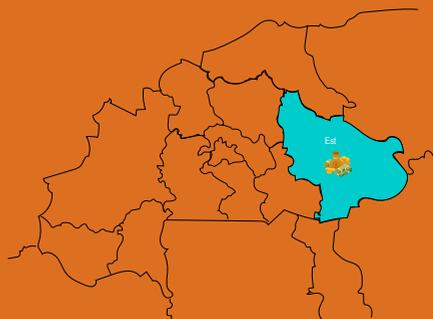
Pour l'année 2019, il est prévu dans la région du Nord, la réalisation de 74 km de routes bitumées et 91,5 km de pistes rurales.

Tableau 22 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures dans la région du Nord en 2019

Libellé	Longueur (km)	Cout total (FCFA)
Routes bitumées	74	24 050 000 000
Pistes rurales	91,5	2 745 000 000

Source : Budget citoyen 2019 de l'Etat/DGB.

# REGION DE L'EST



### III.5- Région de l'Est

#### III.5.1- Prévisions et exécutions de dépenses budgétaires 2018 et 2019 de la région

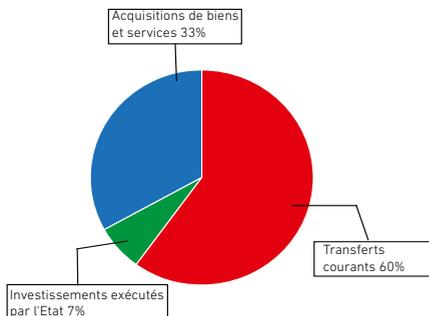
Tableau 23 : Prévisions et exécutions de dépenses de l'État en 2019 par nature dans la région de l'Est (FCFA)

Taux d'exécution 2018 et variation 2019/2018 pour la région du Nord - hors section 98 (en FCFA)					
Désignations	2018			Dotation 2019	Variation 2019/2018
	Dotation	Exécution	Taux d'exécution		
Acquisitions de biens et services	1 975 733 064	1 959 679 531	99,19%	1 951 489 000	-1,23%
Transferts courants	2 376 889 159	2 376 783 551	100,00%	3 528 409 000	48,45%
Investissements exécutés par l'Etat	507 327 000	504 750 892	99,49%	419 650 000	-17,28%
<b>Total Est</b>	<b>4 859 949 223</b>	<b>4 841 213 974</b>	<b>99,61%</b>	<b>5 899 548 000</b>	<b>21,39%</b>

Source : Construit à partir des données de la DGB.

Les ressources budgétaires de l'État pour la région de l'Est connaissent une augmentation de 21,39% pour l'année 2019. Toutefois les dépenses d'investissement ont baissé de 17,28 par rapport à 2018. La hausse globale des ressources de l'État pour la région s'explique l'accroissement des transferts courants de 48,45% comparativement à 2018. La baisse observée au niveau des dépenses d'investissement pourrait s'expliquer principalement par les ajustements apportés au projet de loi de finances 2019 en dépenses, liée à la diminution des projections de ressources propres en lien avec la loi de finances rectificative 2018.

Graphique: 13- Part par nature de dépenses par rapport au total ressources budgétaires de la région de l'Est en 2019



Le graphique ci-dessus montre que les transferts courants constituent à eux seuls, 60% de l'ensemble des ressources de l'État pour la région. Les acquisitions de biens et services sont de 33% et l'investissement ne représente que 7% des ressources de l'État dans la région. Il convient de rappeler la part des dépenses de transfert courant est plus élevée que celle des dépenses d'investissement du fait qu'ils sont constitués des subventions de l'Etat aux Etablissements Publics de l'Etat (CHU, CHR, Gouvernorat) comme contribution à leur fonctionnement. Essentiellement constituées de salaires, ces dépenses de fonctionnement sont incompressibles. Ce qui peut justifier leur importance par rapport aux investissements

#### III.5.2- Réalisations et prévisions budgétaires sectorielles

##### III.5.2.1- Inscriptions dans le domaine de l'éducation en 2018 et 2019

Le budget 2019 de l'Etat prévoit réaliser 16 blocs de 3 salles de classe dans la région de l'Est. Cet effectif est inférieur à celui qui était prévu en 2018. Pour les CEG, leur effectif est maintenu pour l'année 2019 soit un (01) qui était prévu en

2018 de même qu'en 2019. Le nombre de bénéficiaires des fournitures scolaires quant à lui connaîtra une hausse en 2019.

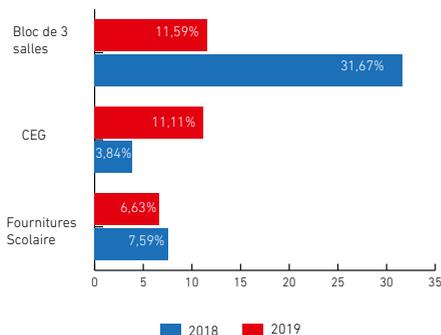
Tableau 24 : Inscriptions spécifiques dans le domaine de l'éducation en 2018 et en 2019 dans la région de l'Est

Réalizations	2018 <sup>6</sup>		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part en %	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coûts (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Bénéficiaires des fournitures scolaires	203 970	511 964 700	224 102	446 859 388	-12,72%	6 741 712 000	6 741 712 000	7,59%	6,63%
CEG	1	45 184 000	1	60 000 000	32,79%	1 177 494 000	540 000 000	3,84%	11,11%
Blocs de 3 salles	19	533 520 000	16	442 080 000	-17,14%	1 684 800 000	3 812 940 000	31,67%	11,59%

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

La part des coûts des réalisations de la région de l'Est par rapport au total national sont représentés dans le graphique ci-dessous :

Graphique: 14-Coût des réalisations éducatives par rapport au total national en 2018 et en 2019



Le graphique indique une baisse des parts des coûts des réalisations éducatives spécifiques en 2019 comparativement à 2018 à l'exception des CEG où la part en 2019 a augmenté en raison de la hausse de leur coût de réalisation.

III.5.2.2- Inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé en 2018 et 2019

La région de l'Est pour l'année 2019, verra la réalisation d'infrastructures sanitaires. N'ayant pas bénéficié de dispensaire en 2018, le budget de l'Etat prévoit pour l'année 2019 la réalisation de trois (03) dispensaires dans la région. Aussi, pour cette même année la région bénéficie de huit (08) maternités par rapport à l'année 2018 qui avait prévu une seule (01). Cependant l'effectif des dépôts MEG connaîtra une baisse en 2019.

<sup>6</sup> Les prévisions pour l'année 2018 correspondent aux réalisations pour les inscriptions spécifiques dans le domaine de la santé et de l'éducation.

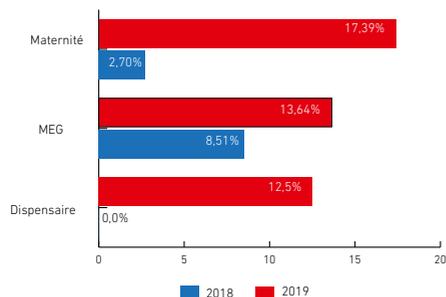
Tableau 25 : Inscriptions spécifiques en matière de santé publique en 2018 et en 2019 dans la région de l'Est

Année	2018		2019		Variation des coûts	Total national (FCFA)		Part en %	
	Quantités	Coûts (FCFA)	Quantités	Coûts (FCFA)		2018	2019	2018	2019
Réalisations									
Dispensaires	0	0	3	95179 362	-	285 538 086	761 434 896	0,00%	12,50%
Dépôts MEG	4	30 775 000	3	23 081 250	-25,00%	361 606 250	169 262 500	8,51%	13,64%
Maternité	1	33 407 008	8	267 256 064	700,00%	1 236 252 288	1 536 722 368	2,70%	17,39%

Source : Construit à partir des données du budget citoyen 2019 de l'Etat et des données de la DGESS.

Le graphique ci-dessous donne la part des coûts des réalisations sanitaires en matière de santé publique de la région de l'Est dans le total national sur la période 2018 et 2019.

Graphique: 15-Coût des réalisations sanitaires par rapport au total national en 2018 et en 2019



Pour l'année 2019 le poids des différentes réalisations de la région de l'Est connaîtra une très grande amélioration par rapport à l'année 2018. Cette amélioration est valable pour les maternités, les dépôts MEG et les dispensaires.

III.5.2.3-Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures

### Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région de l'Est en 2019

Dans le domaine des infrastructures, pour l'année 2019, les projets en perspective pour la région de l'Est sont énumérés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 26 : Liste des projets d'infrastructures en perspective dans la région de l'Est en 2019

N°	Intitulé du Projet	Linéaire en km	Régions traversées
<b>BITUMAGE DU RESEAU CLASSE</b>			
1	Travaux d'aménagement et le bitumage de la route Kantchari-Diapaga-Fansarga-Frontière du Bénin	140	Est
2	Réhabilitation et le renforcement de la route Gounghin -Fada-Piega-Frt. du Niger	218	Centre-Est, Est
3	Fada N'Gourma – Bogandé	129	Est, Centre Est

Source : DGESS Ministère des infrastructures.

### Inscriptions dans des domaines spécifiques (Pistes rurales, routes bitumées) en 2019

Pour l'année 2019, il est prévu dans la région de l'Est, la réalisation de 490 km de routes bitumées et 81,7 km de pistes rurales.

Tableau 27 : Inscriptions spécifiques dans le domaine des infrastructures dans la région de l'Est en 2019

Libellé	Longueur (km)	Cout total (FCFA)
Routes bitumées	490	156 146 978 000
Pistes rurales	81,7	2 451 000 000

Source : Budget citoyen 2019 de l'Etat/DGB.

# **CONCLUSION**

---

La finalité de toute action publique réalisée par une instance exécutive, tant au niveau national (Gouvernement) qu'au niveau décentralisé (conseil régional ou municipal) doit être le bien-être de la population. C'est dans cette optique que l'élaboration du budget au niveau central, tout comme au niveau local, nécessite l'implication de plusieurs acteurs, services techniques, élus locaux, OSC pour une meilleure prise en compte des besoins des populations.

Ainsi, le budget donne les prévisions de recettes et de dépenses de la collectivité et traduit aussi les objectifs et priorités de développement des autorités publiques. Cependant, l'atteinte de ces objectifs nécessite une gestion efficace et efficiente des ressources publiques de façon transparente.

La déclinaison des budgets citoyens au niveau des cinq (05) régions montre que pour l'année 2019, si les dotations budgétaires reçues de l'Etat sont en baisse pour certaines régions : cas de la région des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest, elles sont en hausse pour les régions du Nord et de l'Est, soit respectivement une hausse de 23,36% et 21,39%. Ces dotations sont dans la plus part des cas, constituées essentiellement des transferts courants qui occupent la grande partie des dotations budgétaires.

La comparaison des dotations de l'année 2018 aux réalisations de la même année montre que la majorité des régions a connu un taux d'exécutions supérieur à 90%.

En s'intéressant aux inscriptions spécifiques des cinq (05) régions dans les trois secteurs que sont l'éducation, la santé et les infrastructures pour l'année 2019, il ressort que si certaines inscriptions sont en baisse dans certaines régions, elles sont en hausse dans d'autres régions par rapport à l'année 2018. Toutefois, il faut préciser que dans les domaines de l'éducation et de la santé, les inscriptions de 2018 correspondent aux réalisations de la même année.

Par ailleurs, la réalisation des prévisions d'infrastructures de l'année en cours ne sera possible que si les ressources attendues sont effectivement mobilisées. Et pour cela, il faudra la contribution de chaque citoyen à travers non seulement le paiement des impôts, mais aussi l'exercice du contrôle et de la veille citoyenne dans l'optique d'une utilisation efficace et efficiente des ressources mobilisées par les autorités publiques.





## **DECLINAISON DU BUDGET CITOYEN AU NIVEAU REGIONAL**

REGIONS CONCERNEES : HAUTS BASSINS, BOUCLE DU  
MOUHOUN, CENTRE-OUEST, NORD ET EST